

Le Quotidien DE ROUBAIX-TOURCOING

Pour faire baisser le prix de la viande

Il faut créer des boucheries agricoles coopératives

M. Chéron, ministre de l'Agriculture, vient d'avoir une excellente idée. Et comme cela ne lui arrive pas tous les jours, nous devons la saluer au passage.

Le 22 juin dernier il signalait aux cultivateurs la nécessité qu'il y avait de créer des abattoirs coopératifs et invitait les intéressés à faire appel à la loi du 5 Avril 1920 sur le crédit à long terme, à intérêt très réduit.

Cette circulaire est restée sans effet, — tout au moins dans notre région du Nord, — car nous n'avons point appris que les agriculteurs aient créé des abattoirs coopératifs pour fournir la viande à nos villes, ni à Lille, ni à St-Quentin, ni à Maubeuge, ni à Laon, notamment, dans des centres d'élevage, et dans des situations particulièrement favorables.

Rien n'est plus lourd à soulever que la routine des agriculteurs. Ainsi, l'Etat leur offre de l'argent, pour créer des abattoirs et fournir directement la viande aux villes, et en supprimant les intermédiaires, d'augmenter tout à la fois leurs bénéfices de base en fournissant de la viande à meilleur compte aux populations.

Personne ne prend l'initiative !

Serait-il donc si difficile, à cinq ou six agriculteurs de quelques villages, de se réunir, de faire établir par un notaire l'acte de constitution d'une coopérative, de faire ensuite appel aux agriculteurs de la région, puis, après avoir fait verser à chacun quelques billets de cent francs, de déposer à la Préfecture l'acte constitutif de la Société, en faisant appel à la subvention de l'Etat pour obtenir — par exemple — 100.000 fr. — afin de créer, dans un pays bien situé, avec une gare, un abattoir moderne ?

Rien n'est plus facile, semble-t-il. Et cependant on ne fait rien ! Tout au moins dans notre région.

M. Chéron a vu que le fait, pour les coopératives agricoles, de créer un abattoir, laissait cependant sans solution la répartition de la viande produite.

Et, en effet, celle-ci après avoir été produite devait être vendue en gros, soit aux bouchers, soit aux intermédiaires. Et le prix de la viande, quand celle-ci parvenait aux consommateurs, était toujours à la parité du prix du commerce.

Le but n'était pas atteint.

Par sa circulaire du 8 janvier, M. Chéron remédie à ce grave inconvénient. Il invite les sociétés agricoles qui veulent bien créer des abattoirs coopératifs à faire aussi à l'appel des crédits de l'Etat pour installer des boucheries de détail dans les villes.

C'est très important.

« La vente directe, dit le Ministre de l'Agriculture (circulaire du 8 janvier 23), au public est donc le moyen rationnel de l'assurance aux agriculteurs une rémunération normale de leurs efforts et de leur travail, tout en faisant bénéficier les acheteurs de prix aussi réduits que possible.

« L'organisation de la vente directe aux consommateurs par des boucheries coopératives, créées par des agriculteurs associés, quoique délicate, ne semble pas devoir présenter des difficultés insurmontables, puisqu'elle peut être facilitée par des avances à long terme accordées, au titre de la loi du 5 août 1920, par l'office national du crédit agricole.

« Il est indispensable que ces boucheries soient aménagées avec le plus grand soin, qu'elles soient notamment pourvues de glacières ou d'installations frigorifiques permettant de conserver la viande invendue dans les meilleures conditions hygiéniques.

« Par ce procédé de vente directe, le consommateur pourrait se procurer une viande saine et de bonne qualité, tout en évitant le surcroît de dépenses que le prix serait diminué du montant des frais et bénéfices de trop nombreux intermédiaires.

« Les abattoirs coopératifs peuvent également approvisionner directement des coopératives de consommation. Ils peuvent même éventuellement aider à leur création et des ententes utiles peuvent avoir lieu à cet effet entre les groupements de producteurs et de consommateurs.

« L'organisation de la vente directe par des boucheries coopératives peut donc compléter de la façon la plus heureuse l'action des abattoirs agricoles.

« La réduction du nombre des intermédiaires produira des résultats particulièrement intéressants en s'appliquant à une denrée de première nécessité comme la viande.

« C'est dans cette voie qu'il convient, me semble-t-il, d'orienter les efforts, afin de pouvoir remédier aux écarts excessifs que l'on constate dans le prix de la viande entre les cours à la production et les cours à la consommation.

« Nous faisons appel à l'esprit d'initiative de nos agriculteurs, et leur demandons de ne point laisser tomber en désuétude les offres de l'Etat.

Mais à défaut d'initiative des agriculteurs, est-ce que les maires des villes intéressées ne pourraient prendre sur eux de convoquer les agriculteurs pour leur demander de prendre une décision.

RINGUIER, Député de l'Aisne.

A la Commission des Régions libérées

Paris, 26. — M. René Lefebvre, député du Nord, a été désigné par la Commission des Régions libérées à la Commission des Finances pour tout ce qui concerne les départements envahis.

Lire en quatrième page :

Notre enquête sur le projet d'augmentation des impôts

LA MARINE BELGE ET L'ALLEMAGNE

L'Escaut flirte avec la Ruhr

Tous les partis politiques d'Anvers sont opposés à l'occupation, dans l'intérêt du port

(DE NOTRE ENVOYE SPECIAL)

Anvers, 27. — Je n'ai pas voulu quitter l'épave de l'Escaut maritime de Belgique, en regrettant mon trop court séjour dans son décor captivant de richesses et de beautés multiples, sans m'efforcer de recueillir l'opinion de la population sur l'action concertée, au premier plan de l'actualité, des gouvernements français et belges dans la Ruhr.

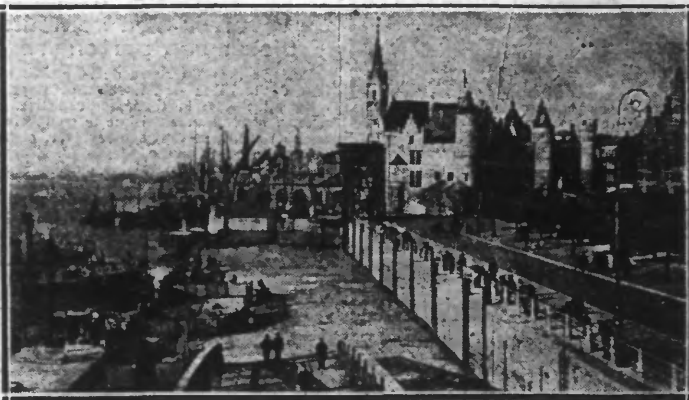
A vrai dire, la tâche n'était pas facile.



L'adjoint SOMERS dans son cabinet

Sauf aux environs de la gare centrale, on ne parle guère français dans cette vaste cité cosmopolite, qui compte aujourd'hui 350.000 habitants soit vingt mille de plus qu'en 1914. Le flamand rugueux est la langue dominante dans tous les quartiers d'Antwerpen et, le long des quais, une cacophonie de tous les idiomes, de tous les dialectes se mêle aux cris aigus des sirènes, aux grondements des gros hydravions électriques, aux roulements des puissants moteurs d'un matériel moderne, dans l'assourdissant activité de la rive droite de l'Escaut, en fièvre de travail gigantesque s'exerçant sans cesse, sur plus de six kilomètres de longueur et une surface d'installation de cinquante hectares, appelée à s'agrandir bientôt par l'incorporation de la rive gauche du fleuve.

Toutes les nations semblent représentées dans ce chantier immense et l'Allemagne en particulier.



UNE VUE DU PORT D'ANVERS

Qu'on en juge par ces chiffres suggestifs : sur un navire de l'armement belge, le « Samland », on comptait, la semaine dernière, pour un total de 114 hommes d'équipage, 104 Allemands et 10 Belges !

Des Anglais, des Hollandais, des Suédois ou Norvégiens pullulent à toute heure aux abords des bassins et des quais d'accostage. Ce milieu hétéroclite était évidemment peu propice à une enquête impartiale et il fallait l'aiguillon sur une autre voie, pour une documentation rationnelle et des avis autorisés.

Nous sommes allés les demander au Conseil échevinal.

L'opinion de la Municipalité

Les dernières élections communales ont fait entrer dans le vieil et pittoresque Hôtel de Ville d'Anvers une coalition de socialistes et de catholiques-démocrates, succédant à un Conseil uniquement composé de libéraux, c'est-à-dire de réactionnaires militants.

La municipalité actuelle comprend quatre catholiques-démocrates, dont le maire, M. Van Cauwelaert, et trois socialistes.

Informé de l'objet de notre visite, un adjoint au bourgmestre, SOMERS, nous reçoit avec une exquise affabilité, dans son vaste cabinet, à cheminée monumentale et vitreaux d'église.

Traduisant, nous assure-t-il les sentiments du maire, de la municipalité et de toute l'assemblée communale, SOMERS nous déclare :

« Sauf quelques libéraux impénitents, qui font des réserves, d'intérêt électoral, toute notre population est adversaire irréductible de l'asservissement de la Ruhr et des mesures plus larges que l'on se propose, parait-il, d'entreprendre et de pousser avec force. Ici, nous sommes partisans de la politique anglaise. Certes, nous aimons la France, généreuse, démocrate, toujours à la tête du progrès social et nous en avons donné la preuve, à des heures

difficiles, inoubliables, mais nous ne pouvons nous rallier à une action gouvernementale susceptible de causer le plus grave préjudice à notre port de commerce, qui est l'élément vital de notre cité.

« Nous regrettons que le gouvernement français, qui n'exprime peut-être pas la volonté unanime du pays, ait entraîné le nôtre dans son orbite, assombré de nuages menaçants. Avec tous les socialistes de Belgique, j'estime que les moyens de force ne peuvent qu'aggraver le chaos de l'Europe et ne sont que l'expression d'une politique de faillite. Selon nous, les illusions de l'occupation de la Ruhr seront décevantes et cruelles, onéreuses et dures, principalement pour tous les travailleurs. C'est pourquoi nous sommes unanimes à réprocher toute mesure de coercition et, nous plaçant à un point de vue particulier, qui vous paraîtra peut-être agreste, mais qui n'est pour nous pas, à Anvers, étranger à l'Allemagne, qui est notre hinterland. La prospérité, la vitalité même de notre grand port, en dépend. Par suite de sa situation géographique, — vous pouvez le constater — il est le trait d'union tout désigné entre le commerce anglo-allemand et celui d'entre-mer.

« L'Escaut est maré et doit rester uni, par le Rhin, avec la Ruhr. Un divorce serait mortel pour nous. C'est pourquoi nous n'en voulons pas.

« Anvers est un port d'exportation par excellence, un port de transit de premier ordre et toute action de nature à porter atteinte à son prestige, à son avenir, doit être et sera toujours combattue par nous, sans distinction de partis politiques. Sur ce terrain, l'union est scellée et indestructible à Anvers.

« Vous venez de m'exposer des raisons d'intérêt local qu'il serait assurément difficile de combattre, mais au point de vue général, permettez-moi une question. Si les ouvriers allemands et l'Internationale Syndicale d'Amsterdam, dont vous faites partie, décrètent demain la grève générale, en protestation de l'invasion militaire de la Ruhr, feriez-vous bloc avec eux ?

« Je regrette de ne pouvoir répondre à votre question si précise, car je ne suis pas un dictateur. Dans le cas que vous envisagez, il appartiendrait à nos associations de décider de l'attitude à tenir.

« Mais, écoutez-moi bien et notez mes déclarations. Socialistes sincères, actifs et unis, nous sommes solidaires, sur le terrain national et international.

« Toute atteinte portée à une partie des

notres, sous n'importe quelle forme ou prétexte, à sa répercussion dans la masse, qui proteste et au besoin saura s'insurger pour le triomphe de la justice.

« Nous sommes pacifiques, patients et conciliants, mais aussi lésés et résolus comme des Flamands. Aucun politicien ne pourra changer notre caractère de race et nous en sommes fiers !

« Des compétitions politiques, des intérêts de classes ou de firmes à capitaine énormes ne sauraient prévaloir contre la vie de notre port qui assure leurs moyens d'existence à des milliers d'intéressés familles prolétaires, que nous entendons soutenir à la misère. Nous sommes avant tout des hommes pratiques !

« L'entretien élit terminée.

« Un autre militant syndicaliste et socialiste, ANTOINE, fondateur de l'Association des gens de mer, m'a tenu en termes peut-être plus expressifs, un langage identique.

« J'ai quitté Anvers, ville accueillante et sympathique, en emportant l'inoubliable souvenir de la réception cordiale et franche qui m'avait été faite dans tous les milieux, sans distinction de classes sociales, sur la simple présentation de ma qualité de Français du Nord. Faut-il s'en étonner ?

« Par une remarquable expansion des forces naturelles, obéives au début de l'invasion, les manifestations, la grande et admirable ville d'Anvers, en voie de prospérité florissante, a été créée, embellie, développée et respalé par une source, de faible débit, jaillissant d'un modeste village de notre laborieux Cambrésis, aux environs de Marcoing, et accrue sur son cours sinueux par des affluents généreux, symbolisant la fièvre et pratique devise de la Belgique travailluse : l'union fait la force.

« Nos souhaits de la voir insérée, pour une œuvre d'intérêt général, en tête de tous les programmes d'action de nos organisations ouvrières, corporatives et politiques.

E. ADVENT.

VIOLENTS INCIDENTS EN RHÉNANIE

Menacés nos soldats ont tiré à Dusseldorf et à Trèves

Il y aurait de nombreux blessés ; la cavalerie a chargé et l'état de siège a été proclamé

Nous avons déjà donné à nos lecteurs, une idée de l'effervescence qui règne en Allemagne, dans les pays nouvellement occupés. Celle-ci accrue considérablement jeudi soir, à l'occasion du retour à Essen, Dusseldorf, etc. des industriels condamnés par le Conseil de Guerre de Mayence, est devenue telle que l'on puisse s'attendre à de très graves événements.

Jeudi soir, de violents bagarres ont éclaté à Trèves et à Dusseldorf. A Trèves, les soldats français se trouvant menacés, firent feu sur la foule et l'on annonce que de nombreux Allemands ont été blessés ; à Dusseldorf, nos troupiers se contentèrent de tirer en l'air et cela aurait suffi pour disperser les perturbateurs.

On le voit, les manœuvres de Berlin ont eu de graves effets ; le gouvernement allemand a été obligé de réagir et d'autres coups qu'il peut encore porter sont à prévoir. Que se passera-t-il, dans quelques heures, quand les autorités militaires mettront en vigueur les mesures nécessaires pour isoler la Ruhr du reste de l'Allemagne ? On peut le redouter.

Essen acclame ses "héros" du jour

Monchoirs agités, cris de guerre, chants saluant les industriels libérés

Essen, 27. — Le voyage de Mayence à Essen des industriels libérés, a été marqué de discours explosifs et de cris de guerre. A chaque gare, de Mayence à Dusseldorf, des groupes compacts envahissaient les quais.

Les « héros » du conseil de guerre, debout dans une attitude de triomphe, et penchés aux portières, entonnaient eux-mêmes les chants patriotiques, agitant les mouchoirs, enflammant les foules. Les « héros » de la guerre, hier si doux, affectaient des poses de tribun ; Tangelmann, Olle et Kesten se distinguaient aussi par leur zèle, jusqu'à l'avocat Grimm qui, devant le conseil de guerre, se confondait en platitudes et sourires mielleux, arrosés de larmes et de gestes de solliciteur regardant qui réclame aujourd'hui sa part d'indemnité, qui bruyamment faisait l'avant-garde, les cantiques de guerre allemands.

On s'écrase pour mieux voir les "tombeurs" de notre justice

Dans plusieurs villes, la voie ferrée a longé une rue où un boulevart ; là, des masses d'importance s'écrasent dans l'enthousiasme et le mécanicien, complice, ralentit son train à la vitesse du pas humain, pour permettre à tout ce bon peuple de voir et d'acclamer ces gros patrons tombeurs de la justice militaire française et précurseurs de l'immense revanche.

Les multiples organisations secrètes qui secondent dans tous ces pays le gouvernement du docteur Cuno, n'ont pas voulu perdre une heure ; elles ont décidé d'exploiter, jeudi même, cette impression de réconfort qui a manifestement été produite sur les masses allemandes la manifestation excessive du verdict de mercredi.

Le plan de l'opération est immédiatement fixé, et le mot d'ordre propagé par mille ramifications clandestines a été partout obéi.

Haine à la France ! crie-t-on à Dusseldorf

Tous les services font grève pendant deux heures

Essen, 26. — A Dusseldorf, hier, vers 17 heures, le personnel de la gare et de tous les services municipaux, sur un mot d'ordre soigneusement tenu secret jusqu'à ce moment, quitté ses bureaux et faisait savoir qu'il avait déserté, à l'occasion du retour de M. Frick Thyssen, un grève de deux heures, à la fois dure et dure par conséquent jusqu'à 19 heures.

Dans le même temps, sur un mot d'ordre donné le secret avait été moins bien gardé, une foule d'environ 6.000 à 7.000 personnes, et composée d'éléments appartenant aux diverses associations nationalistes de la ville, et grossie de nombreux étudiants, se trouvaient massés devant le bureau central des postes et télégraphes.

Après quelques discours prononcés par des meneurs, un cortège se forma, qui, aux cris de « Deutschland über alles » et du « Wascht an Rhein », se dirigea vers Stahnhof où sont installés les bureaux de notre haut état-major.

Devant les soldats impassibles, de garde à la porte, la manifestation passa en poussant des cris hostiles à la France et s'en fut vers la Koenigsallee, une des voies principales de Dusseldorf où, à chaque arrêt, elle s'augmentait de nombreux passants. Ceux qui la composaient continuèrent à mêler à leurs chants des menaces grossières à notre adresse et à pousser des cris hostiles.

Nos soldats font usage de leurs armes

Ils tirent en l'air

La manifestation arrive ainsi devant le Parkhotel, où sont logés plusieurs généraux, dont le général Denigues et plusieurs officiers de notre état-major.

Les cris se font plus hostiles et plus menaçants. Enroulés par la foule, les sentinelles qui

étaient à la porte, se virent dans la nécessité de tirer en l'air.

Les coups de feu dispersèrent momentanément la manifestation ; mais elle allait se reformer bientôt dans la « Hindenburg Sall » devant la Dresdenbackerhof, où sont logés actuellement de nombreux officiers.

Dix-neuf arrestations

Dusseldorf, 26. — Le calme le plus complet règne ce matin.

Au cours des manifestations d'hier, on a procédé toute la fin de la soirée à l'arrestation de 19 personnes, 15 sont des étrangers.

La police s'est abstenue d'intervenir.

La cavalerie charge, une patrouille fait feu

A ce moment, un automobile français amenait deux soldats porteurs de documents.

La foule entourait la voiture, les gendarmes arrivèrent à temps pour la dégager.

Pendant ce temps, en présence de l'indifférence de la police locale, devant ces manifestations, l'autorité militaire française avait été obligée d'organiser elle-même les services d'ordre à l'aide de patrouilles de dragons et d'infanterie. Des charges sur divers points eurent lieu ; elles dispersèrent momentanément les perturbateurs, vite reformés d'ailleurs en d'autres points de la ville.

Vers 18 h. 30, un nouvel incident allait surgir dans la « Rathenaustrasse » entre les manifestants et une patrouille d'infanterie qui, entourée par la foule hostile, déchargée en l'air ses fusils. Les manifestations reprirent vers 21 heures. De nouveau, les cortèges parcoururent les rues avec des bannières, en chantant des chants patriotiques allemands et continuant les menaces à notre endroit.

Au fur et à mesure, des patrouilles de dragons s'efforcent de les disperser.

On signale que la plus grande partie des manifestants qui ont provoqué des troubles, hier, à Dusseldorf, étaient des fonctionnaires et des employés des administrations du Reich.

Les Allemands annoncent de nombreux blessés à Trèves

Trèves, 26. — L'état de siège a été proclamé hier soir : les troupes françaises ont occupé, vendredi matin, les points importants de la ville. Des bagarres ont eu lieu dans la matinée et nos troupes ont dû faire usage de leurs armes. D'après les journaux allemands, de nombreuses personnes auraient été blessées. La circulation dans les rues est complètement interrompue.

On continue de congédier de nombreux fonctionnaires

Dusseldorf, 26. — Le garde supérieur des forêts, Borg, a été arrêté à Dusseldorf.

On annonce, à Aix-la-Chapelle, l'expulsion du président du gouvernement, docteur Rombach, et de son suppléant.

A Spire, tous les fonctionnaires de la chambre forestière du Palatinat ont été mis en état d'arrestation.

Des Polonais les remplaceraient

Breslau, 26. — On annonce que le ministre de la guerre de Pologne a mis à la disposition du gouvernement français d'anciens militaires au courant du service des postes, des chemins de fer, des mines et de la banque. Tous les hommes choisis possèdent parfaitement la langue allemande ; ils seront dirigés sur Dantzig et embarqués à destination de la Ruhr.

M. Le Trocquer est satisfait

Il espère dans le succès des opérations en Rhénanie

Paris, 26. — M. Le Trocquer, ministre des Travaux publics, qui vient d'effectuer une inspection rapide dans la Ruhr, venu cet après-midi au sénat, a été aussitôt très entouré par les membres de la Haute-Assemblée.

Le ministre a exprimé tout son espoir dans le succès des opérations entreprises dans la Ruhr.

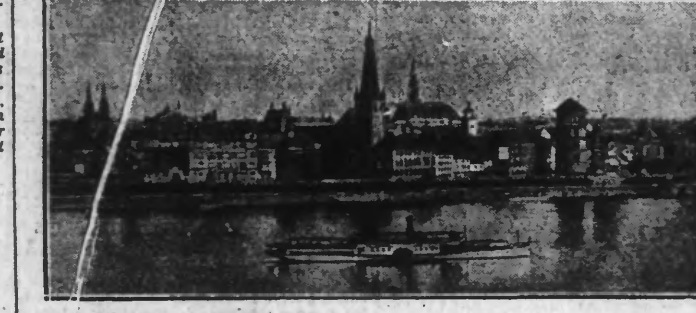
Il a ajouté que les manifestations qu'il a été paré tout bas en l'importance que

lui ont données certaines dépêches qui n'étaient pas de source française.

La Ruhr complément isolée du Reich

Toutes ses frontières seraient fermées dans quelques heures

Essen, 26. — A la suite d'entretiens qu'



UNE VUE DE DUSSELDORF, OU NOS SOLDATS MENACÉS, TIRERENT EN L'AIR POUR DISPERSER LA FOULE AGRESSIVE

général Weygand avec les autorités d'occupation, les premières mesures d'énergie, décidées, vont être mises en vigueur d'ici vingt-quatre heures, par la fermeture totale des frontières de la Ruhr, d'où plus rien ne pourra sortir vers l'Allemagne non occupée.

« Le Vorwärts » apprend de Dusseldorf, que la séparation de la Ruhr du reste de l'Allemagne, s'opérera d'abord par l'occupation militaire des gares de Simeon, Dattrop, Duenon ; à l'est de Dortmund, Hordé, Lothringhausen, Hagenvorhalle. Ce cordon formera un demi-cercle vers l'Allemagne.

« La ligne douanière serait une catastrophe »

Berlin, 26. — Le Ministre de l'économie publique a déclaré qu'il n'est pas possible de séparer la Ruhr du reste de l'Allemagne.

L'établissement d'une frontière douanière est impossible techniquement, car la France ne dispose pas d'un nombre suffisant de fonctionnaires parlant l'allemand.

Au point de vue économique, la ligne douanière serait une catastrophe.

L'occupation n'est pas sur le point de finir

Paris, 26. — Le plan d'organisation de la Ruhr est étudié de concert avec la Belgique. Toute une administration financière, tout un personnel de voies ferrées et municipales, toute une police doivent être prêts à remplacer les employés de l'Etat allemands défilants. Cette grande organisation progresse chaque jour.

D'ici à la fin du mois, M. Poincaré désignera le chef qui doit centraliser entre ses mains tous les pouvoirs et toutes les responsabilités.

Elle nous coûtera 45 millions pour janvier et février

Paris, 26. — La commission sénatoriale des finances s'est réunie sous la présidence de M. Millières-Lacroix.

MM. Millières-Lacroix et Henry Bérenger, avaient été reçus par M. Poincaré et ont rendu compte à leurs collègues de cette entrevue.

Le Président du Conseil leur a donné un ensemble de renseignements relatifs aux opérations dans la Ruhr et la Rhénanie.

M. Poincaré déposera incessamment devant les Chambres un projet de loi relatif aux dépenses nécessitées par les frais des opérations qui s'élèveront à 45 millions pour le mois de janvier et février.

M. Cuno a songé à déclarer la guerre

Mais pour « diverses raisons » il aurait renoncé à cela

Berlin, 26. — Le Reich est en état de rébellion ouvert contre le traité de Versailles. M. Cuno a même songé à préparer une déclaration qu'il prendrait que la guerre existe de nouveau, du fait de la France. En même temps, il rompra les relations diplomatiques avec Paris et Bruxelles.

Momentanément, il y a renoncé pour diverses raisons. La première est que ses sondages diplomatiques à Rome, à Londres et à Moscou lui ont fait comprendre que l'Allemagne ne trouverait, pour pareille aventure, ni aide, ni sympathie ; la deuxième, c'est qu'une réunion des experts militaires et des chefs de la réchwarze a démontré que si l'Allemagne avait suffisamment d'hommes, elle ne pouvait se procurer du matériel pour soutenir des hostilités. A ce point de vue, la privation de la Ruhr a d'excellents effets, et le docteur Cuno a abouti à conclure la nécessité d'une occupation très prolongée.